



Commission européenne

ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES RÉMUNÉRATIONS EN EUROPE: DE BONNES PERFORMANCES MAIS DES DÉFIS MAJEURS

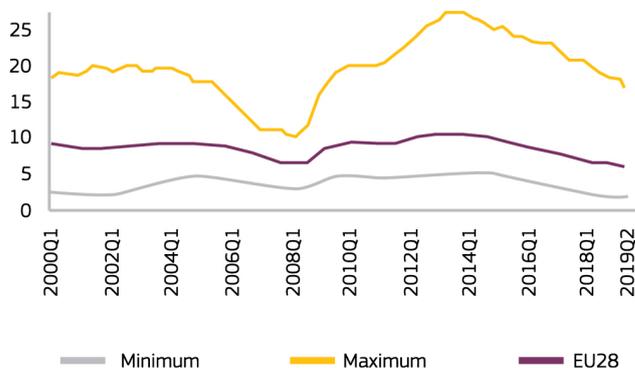


Lire le rapport: <https://europa.eu/!BU33DB>

JUSQU'À PRÉSENT, LE MARCHÉ DU TRAVAIL S'EST MONTRÉ RÉILIENT

En 2018, les améliorations sur le marché du travail de l'Union européenne se sont poursuivies à un rythme soutenu. Le ralentissement économique du second semestre 2018 n'a eu qu'un impact mineur sur la création d'emplois. En août 2019, le taux de chômage de l'UE a atteint 6,2 %, son niveau le plus bas depuis janvier 2000.

LA DISPERSION DES TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UE A DIMINUÉ

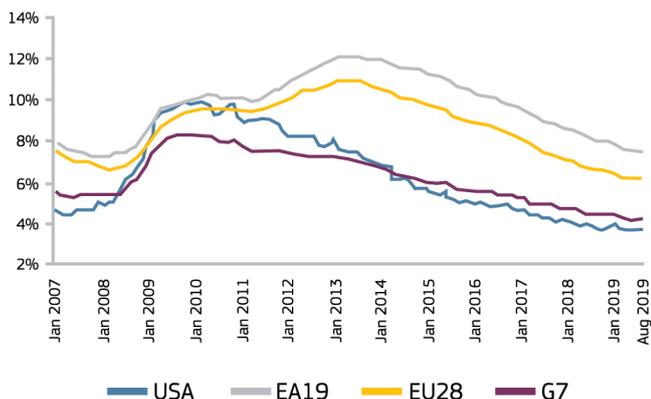


Source: Eurostat

LE TAUX DE CHÔMAGE DE L'UE SE RAPPROCHE DU TAUX ENREGISTRÉ AUX ÉTATS-UNIS

Le taux de chômage de l'UE n'est supérieur que de 2,5 points de pourcentage à celui des États-Unis. Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, où la baisse du taux de chômage reflète principalement la baisse de son taux d'activité, le taux d'activité dans l'Union européenne a atteint un pic historique en 2018 (73,7 %). Les taux d'activité ont augmenté dans presque tous les États membres.

TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UE, AUX ÉTATS-UNIS ET DANS LE GROUPE DES SEPT ÉCONOMIES AVANCÉES

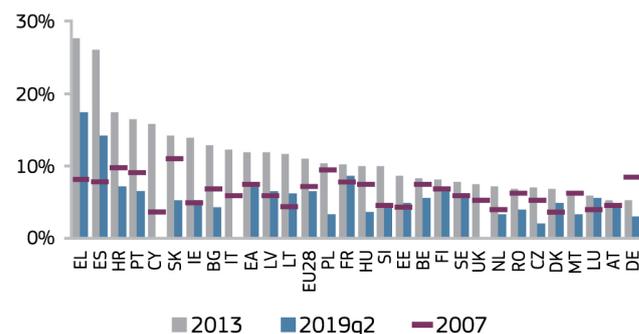


Source: Eurostat

LA BAISSÉ DU CHÔMAGE S'EST ACCOMPAGNÉE D'UNE RÉDUCTION DE L'ÉCART ENTRE LES PAYS

La baisse du chômage a été plus forte que ce que l'on aurait pu escompter compte tenu de la croissance économique. Les pays à taux de chômage élevé, dont la Croatie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, ont connu une forte croissance de l'emploi, ce qui a réduit les disparités entre les pays. Les réformes structurelles adoptées après la crise de 2008 ont commencé à porter leurs fruits.

LES TAUX DE CHÔMAGE ONT DIMINUÉ DANS TOUS LES ÉTATS

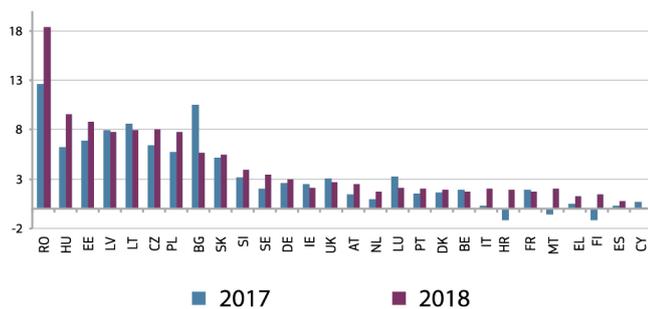


Source: Eurostat

LES SALAIRES ONT CONTINUÉ D'AUGMENTER, MAIS LA CROISSANCE DES SALAIRES RESTE MODÉRÉE

Pour la première fois depuis 2008, les salaires ont augmenté dans tous les États membres en 2018. Toutefois, la réaction des salaires à la baisse du chômage est en moyenne discrète, reflétant la faiblesse attendue de l'inflation et une croissance modérée de la productivité. Les salaires réels ont augmenté dans plusieurs pays, ce qui a favorisé le pouvoir d'achat des travailleurs. Comme les années précédentes, la croissance des salaires a été plus élevée dans les pays d'Europe centrale et orientale, contribuant ainsi à une convergence salariale.

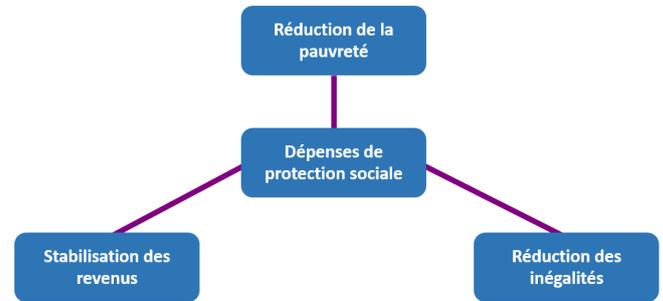
EN 2018, DANS 19 ÉTATS MEMBRES, LES SALAIRES ONT AUGMENTÉ À UN RYTHME SUPÉRIEUR À CELUI DE 2017



Source: Eurostat, comptes nationaux

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE

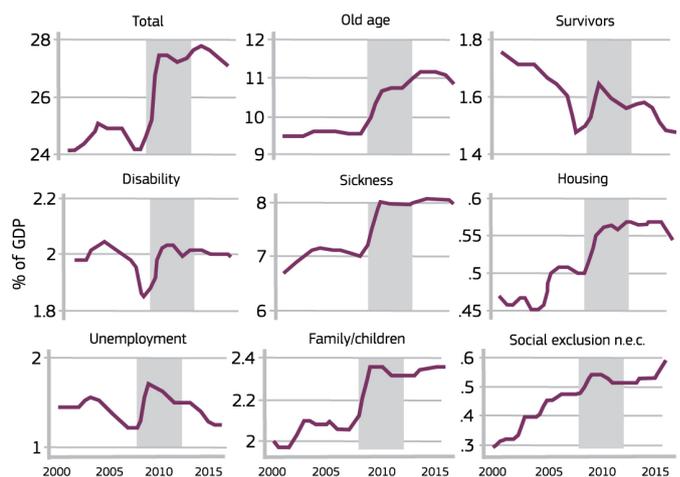
La protection sociale protège les individus contre les implications financières de risques majeurs, tels que la perte d'emploi et l'exclusion sociale, la vieillesse ou une mauvaise santé. Des dépenses adéquates et judicieuses en matière de protection sociale peuvent contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités et à stabiliser les revenus. La mise en œuvre du socle européen des droits sociaux contribuera à une protection sociale plus efficace.



LA PART DES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE PAR RAPPORT AU PIB A AUGMENTÉ PENDANT LA CRISE DE 2008

La part de l'ensemble des dépenses de protection sociale par rapport au PIB est passée de 24 % en 2008 à 27,5 % en 2010 et s'est maintenue à peu près à ce niveau depuis lors. Les transferts sociaux versés aux personnes en âge de travailler ont représenté environ un tiers de l'augmentation des dépenses totales, le reste étant principalement constitué des dépenses liées à la vieillesse et la maladie.

DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE, 2000-2016 (EN % DU PIB)



Source: SESPROSS et comptes nationaux

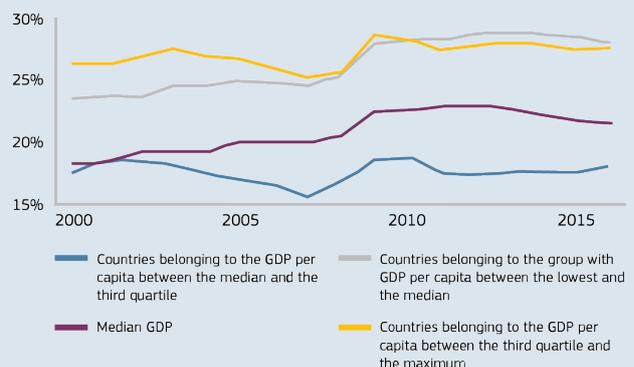
LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ DÉPENSENT RELATIVEMENT PLUS POUR LA PROTECTION SOCIALE

Ventilées selon le revenu par habitant, les dépenses de protection sociale dans les pays à revenu élevé sont plus de cinq fois supérieures à celles des pays à faible revenu. Comparés à d'autres pays, les pays à revenu élevé ont tendance à dépenser relativement plus pour les prestations de maladie, de famille et de chômage que pour les prestations de vieillesse.

Remarque: Les pays sont regroupés dans quatre quartiles en fonction de leur PIB par habitant sur la période 1996-2016.

Source: SESPROSS et comptes nationaux

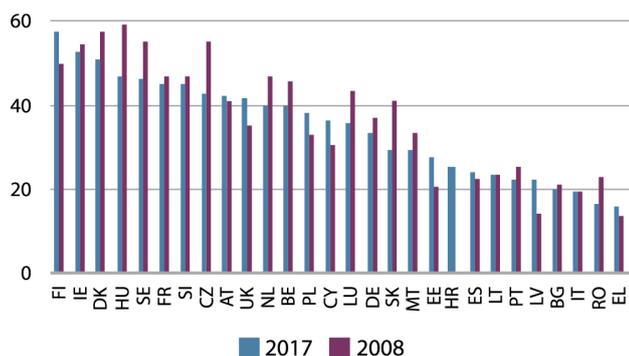
DÉPENSES SOCIALES EN % DU PIB PAR NIVEAU DE PIB PAR HABITANT



LES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE ONT UN EFFET STABILISATEUR SUR LES REVENUS ET CONTRIBUENT À RÉDUIRE LES RISQUES DE PAUVRETÉ

Les dépenses de protection sociale contribuent à stabiliser le revenu disponible. Pour l'ensemble de la période 1995-2013, les dépenses sociales totales ont permis d'absorber environ 6,5 % des chocs du PIB; après 2008, cette part a presque doublé pour atteindre 12 %. Les prestations sociales, en particulier les prestations familiales, suivies des prestations de maladie et d'invalidité ainsi que des allocations de chômage, contribuent à réduire l'incidence de la pauvreté d'environ un tiers dans l'Union; la contribution des allocations de logement et des prestations d'inclusion sociale est moins importante, mais reste significative. Les transferts sociaux sont plus efficaces pour réduire la pauvreté dans les pays nordiques et continentaux que dans les pays du sud de l'Europe ou les pays baltes. Pendant la crise, les transferts sociaux ont permis d'atténuer l'effet de l'augmentation du chômage sur la pauvreté, en particulier dans les pays où les réformes adoptées ont relevé le niveau et la couverture des prestations.

L'IMPACT DES TRANSFERTS SOCIAUX SUR LE TAUX DE RISQUE DE PAUVRETÉ A AUGMENTÉ DANS 10 ÉTATS MEMBRES, PAR RAPPORT À 2008



Remarque: Le taux de risque de pauvreté correspond à la part des personnes dont le revenu disponible équivalent est inférieur au seuil de pauvreté.

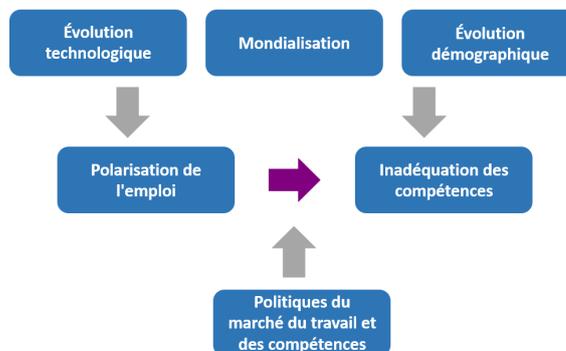
Source: Rapport sur l'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe 2019

LES RÉFORMES DES SYSTÈMES DE PRÉLÈVEMENTS ET DE PRESTATIONS ONT RÉDUIT LES INÉGALITÉS DANS PRESQUE TOUS LES PAYS

Suite aux réformes adoptées après 2008, l'efficacité des systèmes de prélèvements et de prestations dans la réduction des inégalités de revenus s'est améliorée. Dans la majorité des États membres, les réformes ont permis d'augmenter le revenu disponible, l'amélioration étant plus marquée chez les personnes à faible revenu. Dans d'autres États membres, elles ont entraîné une réduction des revenus, tout en protégeant les personnes les plus pauvres. Dans quelques pays seulement, les réformes des systèmes de prélèvements et de prestations ont aggravé la position relative des ménages situés au bas de l'échelle des revenus.

LES GRANDES TENDANCES CONTRIBUENT À LA POLARISATION DE L'EMPLOI ET À L'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES

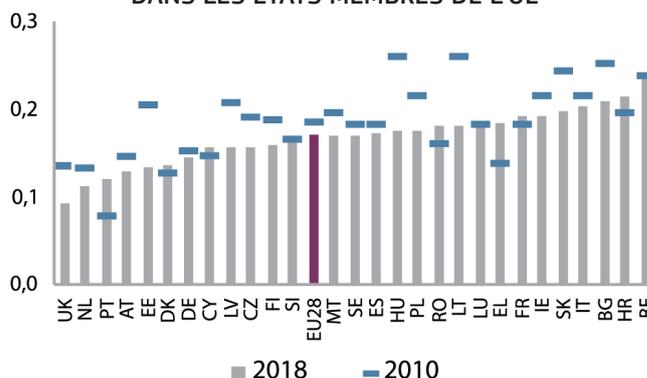
La polarisation de l'emploi - c'est-à-dire l'accroissement de l'emploi aux extrémités supérieure et inférieure de l'échelle des salaires et le déclin de l'emploi dans la partie intermédiaire de celle-ci - est une tendance à long terme influencée par les changements technologiques et la mondialisation. Cette tendance affecte l'offre et la demande de compétences, en entraînant une détérioration de l'adéquation des compétences à l'emploi, sauf là où les politiques du marché du travail et des compétences contribuent à corriger ces déséquilibres.



LA PLUPART DES ÉTATS MEMBRES CONNAISSENT DES NIVEAUX ÉLEVÉS D'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES

L'inadéquation des compétences au niveau macroéconomique (l'écart entre la part de l'emploi et celle de la population en âge de travailler selon les groupes d'éducation) s'est accentuée pendant la crise puis a diminué au cours de la reprise qui a suivi. Cette baisse a été particulièrement sensible dans les économies en phase de rattrapage, alors qu'elle a été plus modérée dans les autres États membres.

INADÉQUATION DES COMPÉTENCES EN 2010 ET 2018 DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE



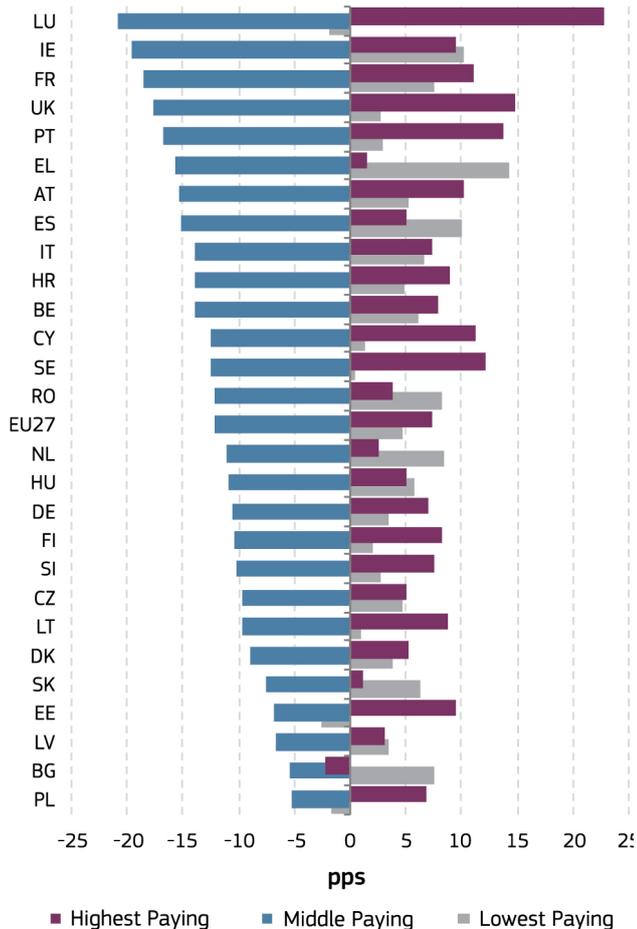
(1) Répartition des taux d'emploi par niveau d'éducation

Source: Rapport sur l'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe 2019

DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES LES PROFESSIONS GÉNÉRANT DES REVENUS MOYENS SONT EN DÉCLIN, À DES DEGRÉS DIVERS

La demande d'emplois à forte et à faible rémunération est en hausse par rapport à celle des emplois générant des revenus moyens. Entre 2002 et 2018, la part des emplois générant des revenus moyens a diminué en moyenne de 13 points de pourcentage, tandis que celle des emplois faiblement et fortement rémunérés a augmenté respectivement de 5 et 7 points de pourcentage. Cette tendance diffère d'un pays à l'autre.

LA PROPORTION D'EMPLOIS GÉNÉRANT DES REVENUS MOYENS DIMINUE, 2002-2018 (VARIATION EN POINTS DE POURCENTAGE)

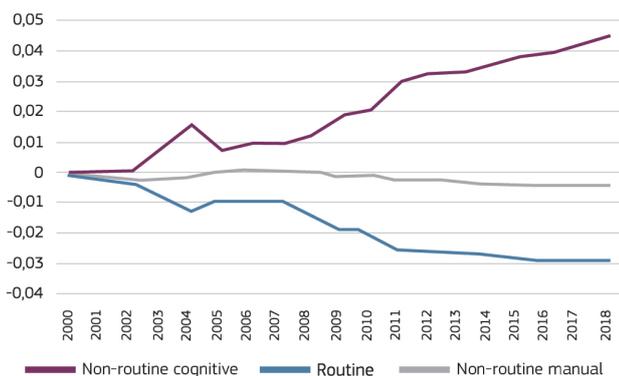


Source: Rapport sur l'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe 2019

LES TÂCHES HAUTEMENT QUALIFIÉES SONT EN HAUSSE ALORS QUE LES TÂCHES ROUTINIÈRES SONT EN BAISSÉ AU SEIN DE L'UE

La polarisation des emplois s'explique en partie par l'introduction de technologies qui remplacent le travail humain dans les tâches routinières. La plupart des pays ont connu un report substantiel des tâches routinières vers des tâches non routinières. En ce qui concerne le contenu des emplois en termes de tâches, les tâches cognitives non routinières sont en hausse dans tous les pays, mais seuls quelques États membres ont observé une augmentation simultanée des tâches manuelles non routinières et des tâches cognitives non routinières. Cela donne à penser qu'un processus de renforcement des compétences est en cours plutôt qu'un processus de véritable polarisation.

CONTENU DES EMPLOIS EN TERMES DE TÂCHES DANS L'UE, 2000-2018



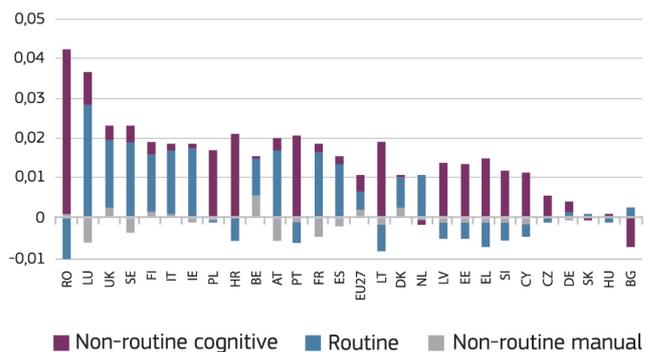
Remarque: Le graphique illustre l'évolution du contenu des emplois en termes de tâches.

Source: Rapport sur l'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe 2019

L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE CONTRIBUE À L'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES

Les progrès technologiques contribuent à réduire la demande de travailleurs effectuant des tâches routinières et à augmenter la demande pour des tâches cognitives non routinières. Ce processus peut entraîner une inadéquation des compétences. Les pays à revenu intermédiaire sont plus exposés à cette évolution que les pays à revenu élevé, qui ont en grande partie achevé la transition de secteurs d'emplois plutôt routiniers (par exemple le secteur manufacturier) vers des secteurs d'emplois moins routiniers (par exemple les services). En outre, il se peut que les pays à revenu intermédiaire aient plus de difficultés à répondre à l'évolution rapide de la demande de main-d'œuvre vers des compétences plus complexes, car le renforcement des compétences de leur main-d'œuvre demande du temps.

CONTRIBUTION DES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE NIVEAU DE QUALIFICATION DES POSTES À L'ÉVOLUTION DE L'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES, 2002-2018 (VARIATION EN POINTS DE POURCENTAGE)



Source: Rapport sur l'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe 2019

LES POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE COMPÉTENCES PEUVENT CONTRIBUER À REMÉDIER À L'INADÉQUATION DES COMPÉTENCES

Compte tenu de l'évolution de la structure de la demande de main-d'œuvre, il est de toute évidence nécessaire de mettre en place des politiques qui facilitent la transition entre les emplois et renforcent l'employabilité des travailleurs. Les travailleurs doivent adapter leurs compétences pour faire face efficacement à l'augmentation de la demande de compétences non routinières. Les investissements devraient viser à la fois l'enseignement et la formation professionnels initiaux et l'apprentissage tout au long de la vie, y compris sur le lieu de travail. En l'absence d'une réponse adéquate des pouvoirs publics, les tendances du marché du travail risquent de déboucher sur une inadéquation des compétences plus importante.